

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE
(Programme Communiste)**

DECEMBRE 1964 — 2^{me} Année — N° 16

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

Qu'est-ce que les révolutionnaires entendent par "dictature du prolétariat" ?

LA position communiste authentique dans la question de l'Etat se résume toute entière dans ces quelques lignes programmatiques :

« Entre la société capitaliste et la société socialiste se situe la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde, à quoi correspond également une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat » (K. Marx, "Critique du Programme de Gotha", 1875).

Une chose résulte clairement de ce texte classique : le communisme ne revendique pas la dictature par "idéal politique", par goût de la force et de la violence comme, quand il dénigre les "gauchistes", voudrait le faire croire le mouvement "communiste" d'aujourd'hui qui s'est totalement assujéti aux classes moyennes conservatrices et même réactionnaires, plus attachées à l'ordre social en vigueur qu'à la démocratie politique, d'ailleurs, puisqu'elles ont donné un appui de masse au fascisme.

Le communisme non falsifié revendique la dictature du prolétariat parce qu'il prévoit une transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste : voilà le pivot même de toute la position marxiste. SI le capitalisme n'est pas éternel, contrairement à ce que croyaient ingénument les révolutionnaires bourgeois du 18^e siècle et contrairement à ce que veulent faire croire les misérables démocrates "sociaux" d'aujourd'hui dans la mesure où tous leurs programmes reposent sur le maintien de l'exploitation du travail salarié et de tous les rapports d'échange propres à l'économie bourgeoise ; SI pas plus que les modes de production précédents et les sociétés qui leur correspondaient, ni le capitalisme, ni la société divisée en bourgeois et en prolétaires ne peuvent disparaître de façon progressive et pacifique ; SI cette disparition ne peut résulter que d'une amplification d'une radicalisation, d'une unification non seulement nationale, mais internationale de la lutte spontanée, dispersée, limitée des groupes prolétaires contre les bourgeois sur un programme anti-capitaliste radical ; bref SI tout cela est vrai, il est une chose qu'on peut prévoir à coup sûr : l'éclatement à échéance historique plus ou moins longue d'une révolution sociale qui ne sera pas la première de l'histoire, mais qui en

sera la plus radicale, parce qu'elle mettra fin à la division de la société en classes.

Or, dans le marxisme authentique, tous les SI des précédentes hypothèses sont autant de positions de principe, et, nous dirions même « d'actes de foi », s'il ne s'agissait pas de positions déduites de l'analyse scientifique de toute l'histoire et, plus précisément, de sa phase capitaliste. Le marxisme n'a rien d'une doctrine compliquée propre aux spéculations savantes d'intellectuels pseudo-communistes dont les ouvriers accablés de travail se détournent à juste raison. Le marxisme affirme essentiellement trois positions

fondamentales qui sont autant d'appels à la lutte révolutionnaire :

1. Le capitalisme, c'est-à-dire l'exploitation du travail salarié, n'est pas éternel, mais historiquement transitoire, tout comme l'ont été l'esclavage et la féodalité, c'est-à-dire l'exploitation du travail servile ;
2. Le capitalisme ne peut pas disparaître pacifiquement parce que la classe capitaliste et les classes moyennes qui la soutiennent ne renonceront jamais de bon gré à leurs privilèges ;
3. Même pendant les époques de réaction, c'est-à-dire les époques où le prolétariat renonce à

(Suite en page 4.)

CRÉTINISME CONSTITUTIONNEL

Le communisme prolétarien est né comme critique de la démocratie bourgeoise. Il a montré l'illusion des révolutionnaires bourgeois qui avaient cru émaner définitivement l'homme en instaurant l'égalité et la liberté politiques et réaliser ainsi la dernière révolution. Il a opposé à abstraction qu'est le citoyen de l'Etat moderne l'homme réel avec ses caractéristiques sociales de bourgeois ou de prolétaire, de riche ou de pauvre, d'opresseur ou d'opprimé. Il a opposé à l'émancipation purement politique, l'émancipation économique et sociale, c'est-à-dire revendiqué une émancipation réelle là où le révolutionnaire bourgeois s'était contenté d'une

émancipation illusoire. Les révolutionnaires bourgeois voyaient dans la transformation de l'Etat la clef de la libération humaine : les révolutionnaires prolétaires ont montré qu'elle était dans la transformation de l'économie et de la société. En faisant leur révolution politique, les démocrates révolutionnaires avaient en même temps accompli une révolution sociale, puisqu'ils avaient balayé le vieux régime des ordres. Pour faire leur révolution sociale, les communistes prolétaires devront accomplir une révolution politique puisqu'ils leur faudra balayer le vieil Etat qui défend le capitalisme. Selon la formule célèbre "la révolution bourgeoise a été une révolution sociale à âme politique" tandis que la révolution prolétarienne sera "une révolution politique à âme sociale". Elle résume parfaitement à la fois le caractère social borné et l'idéalisme de la révolution bourgeoise d'une part, le caractère social radical et le réalisme de la révolution prolétarienne de l'autre : la première qui ne s'est nullement émue de la perpétuation des privilèges sociaux a eu par contre un respect religieux de la Constitution ; la seconde qui déclare la guerre au privilège social et vise l'abolition des classes a un programme scientifique de transformation révolutionnaire à proposer et se moque de toutes les normes constitutionnelles figées.

Il n'est donc pas de meilleure preuve de l'abandon du marxisme révolutionnaire, que la substitution d'un idéal constitutionnel quelconque au programme d'abolition progressive du capitalisme, des classes et par conséquent de l'Etat, dont la réalisation suppose une révolution politique radicale. Que l'on prenne les socialistes issus de feu la Seconde Internationale ; ils s'accrochent à l'exploitation du prolétariat, condition de l'expansion du capital ; ils s'accrochent des guerres, des répressions anti-prolétaires ou coloniales. Bref, ils s'accrochent de tous les maux engendrés par le capitalisme. Mais il est une chose dont ils ne s'accrocheront, disent-ils, à aucun prix : c'est d'un régime politique à parti unique. L'abomination des temps modernes, ce n'est pas la sénilité meurtrière de la société capitaliste arrivée au bout de son rouleau : c'est le parti unique, quoiqu'un vain peuple désabusé des parlements et de leurs marionnettes puisse en penser. L'idéalisme politique ingénu des révolutionnaires du 18^e siècle réapparaît ici sous la forme d'un crétinisme constitutionnel que suffit à

Ni Russes, ni Chinois...

A l'occasion du voyage de Chou En-lai à Moscou et de ses entretiens avec la nouvelle équipe de Kremlin, les augures de la politique internationale se sont gravement posés cette question : le départ de Khrouchtchev favorisera-t-il la "réconciliation" sino-russe et le replâtrage du "camp socialiste" ? Nous n'avons aucun goût pour ce genre de casse-tête diplomatique, mais nous nous réjouissons des divergences d'opinions et de vœux chez ceux qui placent dans cette "unité" perdue les plus grands espoirs. Dans les dix jours qui ont précédé et suivi les solennités de la fête nationale russe voici leurs points de vue à ce sujet :

29 octobre, Chou En-lai déclare au "Manila Times" que l'éviction de Khrouchtchev est "une bonne chose qui améliorera les relations entre Pékin et Moscou" ; le même jour, à Varsovie, Gomulka dit encore : « Les divergences qui se sont manifestées au sein du mouvement communiste international doivent être surmontées. La vie l'exige. Actuellement, dans tous les pays socialistes et dans le mouvement communiste, les tendances à l'unité se renforcent ».

1^{er} novembre, le journal albanais "Zeri i Popullit" affirme : « La liquidation de la personne de M. Khrouchtchev, chef des révisionnistes modernes, ne veut pas dire la liquidation de son cours politique, idéologique, économique ».

5 novembre, le maréchal Chen Yi considère à Pékin que « le retrait de M. Khrouchtchev ouvre la possibilité de rétablir l'unité au sein du camp socialiste et d'améliorer les relations entre les deux pays ».

A Prague, dans son numéro de novembre, la revue théorique du P.C. tchécoslovaque, "Nova Mysl" souligne que « les divergences actuelles entre les partis marxistes-léninistes et les camarades chinois touchent directement les problèmes vitaux de l'humanité et du socialisme ».

7 novembre, le "Quotidien du

Peuple" publie à Pékin un article où il est dit : « Nous sommes convaincus que les difficultés entre la Chine et l'U.R.S.S., et entre les deux partis, n'ont après tout qu'un caractère provisoire, ne sont qu'un épisode dans les relations entre les pays et peuvent être graduellement résolues... Les déclarations et les résolutions de 1957 et de 1960 ont élaboré les principes guidant les partis frères... C'est seulement en respectant ces principes en paroles comme en actes qu'une unité dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien peut être établie et que l'unité du camp socialiste peut être consolidée » ; le même jour, Brejnev déclare au Kremlin : « L'unité et la cohésion des pays socialistes sont choses capitales, et il ne faut pas que des divergences viennent y semer le trouble. Il y a une méthode pour éviter ces divergences. Il faut se conformer aux principes élaborés aux conférences de Moscou de 1957 à 1960 ».

Comprenez qui voudra ! Ces "divergences" sont si graves qu'elles concernent, paraît-il, "les problèmes vitaux de l'humanité et du socialisme". Mais elles sont en même temps si vénielles qu'un changement de potiche dans les appartements du Kremlin fait accourir à Moscou Chou En-lai et sa suite. Avec Khrouchtchev (le maladroite !) la polémique sino-russe avait atteint quelques "sommets" au-delà desquels il n'y avait plus que la rupture et la dégringolade. Alors, ne pourrait-on pas revenir aux "principes de 1957 et de 1960" dont se réclament également Russes et Chinois ? Ne pourrait-on pas faire machine arrière après en être venu aux excommunications suprêmes ? Voilà la grande question que tous se posent : Le "socialisme" est devenu affaire de diplomatie, non de principes !

Rappelez-vous certaines accusations des Chinois. Pour un marxiste, il y a des condamnations sans appel, des scissions sans "réunifications".

« Actuellement, disait la "Lettre en 25 points", dans les rangs du mouvement communiste international, certains vont jusqu'à mépriser la lutte libératrice des nations opprimées et à adopter une attitude passivement négative envers elle ; en fait, il ne font que défendre les intérêts du capital monopoliste, trahir les intérêts du prolétariat et, ce faisant, ils dégénèrent et deviennent des sociaux-démocrates ».

Qu'en est-il "actuellement", en novembre 1964 ? Moscou a peut-être cessé de "défendre les intérêts du capital monopoliste" par la seule destitution de Khrouchtchev ? Mais ses successeurs nous disent et nous montrent que sa politique sera poursuivie. Et que signifie "défendre les intérêts du capital monopoliste", "trahir les intérêts du prolétariat" et "devenir des sociaux-démocrates" pour un parti au pouvoir ? Ce n'est pas avoir commis des "erreurs" qui pourraient être mises au compte d'un Khrouchtchev et que les "bons principes" de 1960 suffiraient à corriger. Il s'est tout simplement passé quelque chose que les Chinois ne peuvent ni comprendre, ni reconnaître : une contre-révolution dont le parti russe et l'appareil d'Etat moscovite sont devenus l'instrument avant d'être eux-mêmes ballottés par le flot montant des antagonismes bourgeois.

« Actuellement, disaient encore les Chinois, le niveau atteint par tous les pays socialistes dans leur développement économique est encore bien loin de celui du stade supérieur du communisme. C'est pourquoi il faut encore une très longue période avant de faire disparaître les différences de classe entre ouvriers et paysans. Et tant que ces différences n'auront pas disparu, on ne peut pas dire qu'il s'agit là d'une société sans classes et que la dictature du prolétariat n'a plus sa raison d'être. En appelant un pays socialiste "état de tout le peuple",

(Suite en page 2)

(Suite en page 4)

Un mythe à l'agonie : LE SOCIALISME SOVIETIQUE

L'involution et la dégénérescence complète du "communisme" officiel mondial sont désormais évidentes, mais n'en posent pas moins les questions les plus difficiles aux non-marxistes — chose bien normale ! — mais aussi aux pseudo-marxistes de l'école de Moscou ; à vrai dire, l'histoire soviétique des quarante dernières années leur reste à tous absolument incompréhensible !

Nous internationalistes, nous affirmions dès 1924 que l'établissement d'une société socialiste était impossible dans un seul pays, et à plus forte raison dans un pays peu développé comme l'était la Russie d'alors. Par la suite, nous avons démontré que l'Etat et la société russes étaient bel et bien capitalistes, sans la moindre trace de socialisme.

Les adversaires rétorquaient : « Comment pouvez-vous affirmer une chose pareille ? Le pouvoir des bourgeois et des propriétaires fonciers n'a pas été restauré en U.R.S.S. ! Le prolétariat n'a pas été chassé militairement du pouvoir ! C'est toujours le Parti communiste bolchévique qui gouverne, et il le fait seul ! »

L'histoire soviétique réduit à néant pareilles objections. Elle montre que dès 1926, le parti dirigeant en Russie n'avait plus de bolchévique et de communiste que le nom. Elle montre qu'il n'a pu continuer à régner qu'après avoir expulsé et physiquement exterminé la fraction marxiste internationaliste qui défendait dans la mesure

de ses moyens la tradition bolchévique du parti. Les héritiers actuels de Staline reconnaissent d'ailleurs le fait, tout en le lui reprochant après l'avoir soutenu activement dans cette contre-révolution que seuls les pires mensonges permettent au national-communisme russe de dissimuler.

Les événements récents de la "dékrouchtchevisation" faisant suite à ceux de la "déstalinisation" prouvent supprimé de même que nous internationalistes voyions juste révélant au grand jour les contradictions qui travaillent le capitalisme russe, ils ouvrent en outre la dernière phase de la dégénérescence du trop fameux "Parti du grand Staline".

Un des faits reprochés à Krouchtchev par l'auteur du rapport qui a provoqué sa chute est, d'après l'Espresso, cité par le "Monde" du 30 octobre, le suivant : « Les dommages principaux provoqués par les initiatives personnelles du camarade Krouchtchev en ces dernières années et en particulier depuis 1962 se sont manifestées dans l'organisation du Parti et en matière de production agricole et industrielle. En automne 1962, sur la proposition de K. le Comité central avait adopté une série de réformes qui modifiaient profondément la structure interne du Parti. Il faut noter à ce propos que depuis très longtemps le plenum du C.C. était convoqué en séances élargies et auxquelles intervenaient en nombre croissant et sur invitation directement effectuée par le

premier secrétaire du Parti, des personnes qui n'avaient pas qualité d'élus au C.C. et qui participaient aux réunions comme experts sur les questions en discussion... Le nombre de ces étrangers était presque toujours supérieur à celui des membres effectifs du C.C. Devant des assemblées de ce genre, la possibilité de discuter les problèmes politiques était grandement diminuée et les propositions et les plans, même ceux de caractère technique et économique, présentés par le premier secrétaire du Parti finissaient par être approuvés par acclamations... »

L'agence Tass a bien entendu démenti le fameux rapport Krouchtchev sur les "crimes de Staline". A son retour de Moscou avec la délégation du P.C.F., G. Marchais n'en déclarait pas moins devant le C.C. de Bagnolet : « Quelles sont les conditions anormales de travail et de direction qui s'étaient développées ?... Par exemple, avec la pratique de faire participer aux sessions du C.C. plusieurs centaines d'invités, le travail d'élaboration des membres élus du C.C. était rendu très difficile" (Humanité, 9-11-64). De son côté, la Pravda du 18 novembre nous apprenait officiellement que la réforme de 1962 qui avait divisé le Parti en une branche industrielle et une agricole était rapportée, en particulier parce que "dans de nombreux secteurs de l'édification économique, cette réorganisation a provoqué un affaiblissement des

organisations du Parti sur l'activité des entreprises ».

Tout cela est bien clair. Ce qu'on reproche essentiellement au libéralisateur Krouchtchev, c'est d'avoir subordonné le Parti aux "managers" de l'économie, de l'avoir placé comme devant un fait accompli devant les décisions des directeurs d'usine ou présidents de kolkhoses, d'en avoir jeté par-dessus bord l'unité et le rôle "révolutionnaire" factices en le scindant en secteur industriel et secteur agricole. Mais à quoi cela revenait-il, sinon à capituler devant les tendances centrifuges du développement économique ? C'est une capitulation de l'Etat devant l'anarchie productive de tout capitalisme qui s'est traduite par la montée des nouveaux cadres et l'effacement des politiciens du Comité central. Aujourd'hui que l'U.R.S.S. dispose de l'infrastructure que la dictature stalinienne a justement permis de construire (production d'énergie et industrie lourde), ce dont elle a besoin, ce n'est plus tant de politiciens habiles à soumettre un prolétariat encore tout vibrant des souvenirs de la révolution, tout imprégné des traditions bolchéviques à l'esclavage salariés et aux exigences de la grandeur nationale russe contrairement à ce qui se produisit sous Staline ; c'est de techniciens sachant exploiter rationnellement et scientifiquement la force de travail des salariés et capables d'assurer à la production cette "qualité" qui la rendra compétitive sur le marché mondial et, pour les entreprises isolément considérées, sur le marché intérieur russe, puisque la concurrence y est rétablie.

L'investissement du C.C. et du P.C.U.S. par ces techniciens, ces experts, ces cadres provenant de l'économie dont le monolithisme stalinien avait favorisé le démarrage prouve seulement une chose : dans une ambiance mercantile, la puissance du capital modèle la machine d'Etat selon ses exigences, même s'il n'est pas toujours possible à première vue de personnifier cette puissance. Puisqu'en U.R.S.S., c'est le parti qui fournit ses cadres à l'Etat, il n'y a que deux possibilités : ou bien la direction du Parti passe des mains des idéologues du "socialisme dans un seul pays" à celles des techniciens pratiques, ou bien le parti lui-même disparaît. Ceux qui viennent de se débarrasser de Krouchtchev l'accusent d'avoir voulu liquider le Parti en tant que tel, alors que cette liquidation était inscrite dans la maturation du capitalisme russe

moderne et dans la victoire même de la contre-révolution. Eux-mêmes, ils ne pourront donc certainement pas l'éviter. L'ironie de l'histoire a d'ailleurs voulu qu'ils donnent leur appui quand il le fallait à celui qu'ils appellent maintenant une "tête de linotte", dans cette "tâche de transformation du Parti". L'épisode décisif eut lieu lors de l'élimination de 1957 des anti-partis Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Chepilov, Sabourov et Pervoukhine qui ne méritaient certes pas cette appellation puisqu'en défendant le capitalisme d'Etat et en s'opposant à toutes les mesures qui (telles la création des sovnarkhoses et la vente des stations de machines et tracteurs aux kolkhoses) portaient atteinte à la planification centrale, ils défendaient les seules conditions dans lesquelles le P.C.U.S. aurait pu garder la position et les caractères qu'il avait sous Staline.

La défaite des "staliniens" a assuré l'avenir des "techniciens", et c'est eux encore qui triomphent avec l'arrivée des Brejnev et des Kossyguine au pouvoir, comme la biographie de ces derniers le montre d'ailleurs clairement. C'est dire qu'en dépit des justifications données, la dékrouchtchevisation ne signifie en aucune façon le triomphe du Parti sur les chefs d'entreprises, ou en d'autres termes, du capitalisme d'Etat à la Staline (pour ne pas parler du socialisme qui n'a rien à voir là-dedans !) sur l'anarchie productive de tout capitalisme développé.

Plus tôt les politiciens "communistes" comme les Molotov et les Krouchtchev tomberont dans la poubelle de l'histoire, mieux cela vaudra : quand le P.C.U.S. sera clairement dans les mains des "patrons soviétiques" (c'est ainsi que Krouchtchev présentait un jour Kossyguine à des occidentaux), le prolétariat russe ne pourra plus se faire illusion sur le parti dirigeant, et ceci au moment même où l'anarchie croissante de la production le poussera à nouveau dans la lutte.

La chute de Krouchtchev est donc bon signe : ceux qui l'ont éliminé après l'avoir soutenu (et qui continuent à leur façon l'œuvre nationale de Staline) se sont effrayés de voir approcher la fin de la mystification du "socialisme dans un seul pays" et du "communisme militant" du P.C.U.S. Terrifiés, ils ont tenté de donner un coup de frein à leur lâche fuite en avant, vers la démocratie bourgeoise et le capitalisme le plus classique. En vain ! Qu'ils tremblent à la pensée du réveil du prolétariat de l'U.R.S.S. et de tous les pays !

Ni Russes, ni Chinois...

(Suite de la première page)

veut-on substituer la théorie bourgeoise de l'Etat à la théorie marxiste-léniniste ? »

Pékin se serait-il élevé jusqu'à ces hauteurs de la "théorie marxiste-léniniste" pour tomber à genoux devant les nouveaux maîtres du Kremlin ? On nous disait en Chine, que la Russie succombait sous les coups de la bourgeoisie personnifiée par le kolkhozien-propriétaire, le chef d'entreprise "libéral" et la "clique" khrouchtchevienne. Que s'est-il donc passé depuis lors ? Les patrons de l'industrie russe ont encore vu s'étendre leurs droits. Les paysans ont obtenu la suppression des règlements khrouchtcheviens qui limitaient leur propriété privée. L'U.R.S.S. glisse toujours sur la même pente. Qu'en pense Pékin ?

Nous ne sommes pas étonnés par l'inconséquence de ses critiques. Depuis le début, nous avons soutenu que la polémique sino-russe n'est pas une querelle de principes, mais un conflit d'intérêts économico-divergents. Les plus belles déclarations "idéologiques" ne font que confirmer cette analyse. Quels sont, par exemple, les fameux "principes de 1957 et de 1960" que l'on met aujourd'hui à la base d'un éventuel rapprochement ? L'arti-

cle déjà cité du "Quotidien du Peuple" les énumère comme suit :

« Ce sont le principe de solidarité, le principe de soutien et d'assistance mutuels, en opposition à toutes les formes de nationalisme bourgeois et en particulier du chauvinisme de grande puissance ; le principe de l'indépendance et de l'égalité ainsi que le principe régissant l'unanimité par des consultations. »

Ne nous demandons pas comment de tels principes peuvent résoudre des "différends" aussi graves que ceux qui peuvent exister entre une avant-garde révolutionnaire et des traîtres au prolétariat. Ces principes ne sont rien d'autre que les principes mêmes qui régissent de "bons rapports" entre Etats bourgeois. Ces Messieurs veulent des règles et des statuts pour un meilleur fonctionnement de leur firme internationale ? Ils ont trouvé : la Charte de l'O.N.U. !

Comment envisage-t-on encore un compromis dans le prétendu "camp socialiste" ? Réunis à Varsovie, les dirigeants polonais et mongols ont fait le 31 octobre une déclaration commune dans laquelle :

« Ils considèrent que les divergences idéologiques existant dans les rangs du mouvement communiste ne devraient pas être reportées sur le plan des relations entre les Etats ».

Périssent les partis pourvu que la dignité de l'Etat demeure ! pourvu que l'on ne se lance pas, par-dessus les frontières, d'irréductibles accusations "de classe" ! Ce n'est pas le replâtrage idéologique qui est le plus difficile. Mao Tsé-toung a fort bien caché ses "divergences" en 1957 et en 1960. Il ne s'est pas révolté contre la trahison de Staline signant avec Tchong Kaï-cheh un pacte d'amitié de 40 ans à la veille de la victoire "populaire". Il n'a pas critiqué non plus la tactique de l'internationalisme moscovite enchaînant son parti dans le "bloc des quatre classes". Le parti chinois a toujours exécuté docilement les tournants politiques qui lui ont été dictés de Moscou. Mais il est une exigence à laquelle Mao Tsé-toung ne peut se soustraire sous peine de mener son pays à la catastrophe. Ce n'est pas l'exigence d'une "orthodoxie marxiste", mais celle du développement économique de la Chine et de son intérêt national. Aucun principe

démocratique, aucune bonne volonté au monde ne pourront régler les rapports entre Etats bourgeois, ni museler leurs antagonismes. Ce n'est donc pas l'évolution politique des partis, mais l'évolution des rapports entre Etats qui déterminera, en dernière analyse, l'issue du conflit sino-russe. Il faut ainsi renverser la proposition des Polonais et des Mongols et dire : les antagonismes économiques entre Etats "socialistes" ne doivent pas être reflétés par des divergences idéologiques.

Nous n'avons nullement la curiosité de savoir si ce rêve utopique pourra être réalisé. L'agitation du dormeur constitue déjà pour nous un divertissement suffisant. S'il est vrai enfin que la personnalité se révèle dans les rêves, celui que traverse Pékin est très significatif. Qui croyait que les Chinois étaient pour une nouvelle Internationale forte et centralisée ? Mao Tsé-toung est pour le polycentrisme, comme un vulgaire Togliatti. En effet, commémorant le centenaire de la Première Internationale, le "Quotidien du Peuple" déclarait le 30 septembre :

« A présent, les relations entre les divers partis frères ne peuvent être que des relations établies sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, où chacun garde son indépendance et jouit de droits égaux. Des relations où les divers partis maintiennent des contacts mutuels et se soutiennent réciproquement ».

Ainsi fonctionnait la Deuxième Internationale ! Les partis socialistes, disait-on, n'ont pas de "politique étrangère". Chacun dans "son" Etat défend "sa" bourgeoisie ; et l'on se réunit périodiquement en congrès "International" pour entendre débiter des discours humanitaires sur la guerre et sur la paix.

Dans notre œuvre de propagande, la première question que l'on nous pose est parfois la suivante : Etes-vous Russes ou Chinois ? Mais où est la différence ? La contre-révolution mondiale a banni les Communistes comme des parias. Elle a montré à tout jamais que le socialisme n'est pas une construction nationale. Ce n'est ni à la tradition russe, ni à la tradition chinoise que remonte notre mouvement, mais à celle de Marx et de Lénine pour laquelle "les prolétaires n'ont pas de patrie".

A l'Est la libre entreprise !

Brejnev et Kossyguine ne pouvaient se contenter de rassurer les gouvernements occidentaux sur leurs bonnes intentions. Il fallait aussi donner confiance aux chefs d'entreprise russes déprimés par la constitution de stocks de marchandises invendables que la Pravda évaluait récemment à 1,8 milliard de roubles. La "confiance" est-elle revenue ? Toujours est-il que l'on a officiellement étendu les expériences isolées de libre entreprise que nous évoquions dans notre dernier numéro. Désormais, dans les sovnarkhoses de Moscou et de Gorki, les entreprises de l'industrie textiles ne connaîtront plus que la loi de l'offre et de la demande pour déterminer leur production, leurs prix et jusqu'à la la masse des salaires.

La Tchécoslovaquie "socialiste" va encore plus loin. Ce pays passait pour un solide bastion du stalinisme. Eh bien, ce bastion aussi est tombé. Depuis longtemps déjà l'économiste Selucky avait complété la critique du "culte de la personnalité" en dénonçant le "culte du plan". La Tchécoslovaquie ne peut vivre que de son commerce, non seulement avec l'Est, mais aussi avec l'Ouest. En 1963, le ve-

lume de la production industrielle était en baisse par rapport à 1962. Le plan remanié ne prévoyait pour 1964 qu'une augmentation de 3,6 %. Cette situation difficile a tout de suite placé ce pays à l'avant-garde de la "libéralisation" économique.

Dans la revue officielle du parti, F. Sik, directeur de l'Institut de Recherches Economiques de Prague, expose en ces termes les mesures qui viennent d'être prises pour sortir de la crise :

« La planification centrale sera fortement réduite et les directeurs d'entreprise recevront des pouvoirs nouveaux. Dans certaines limites, ils pourront fixer le volume de la production et l'échelle mobile des salaires, commander leurs matières premières, établir les prix et même importer de nouvelles machines de l'étranger. »

Ainsi vole en éclats la planification stalinienne, et avec elle le monopole d'Etat du commerce extérieur. A quand le tour de la Russie ? La géographie et l'histoire ont placé la Tchécoslovaquie dans des conditions qui l'obligent à bruler les étapes. Mais la Russie marche sur la même voie.

Souscription permanente 1964

Liste N° 7 : Balbi, 11, 25 ; Elio, 15 ; Giovanni, 11, 25 ; Alphonse, 87, 50 ; Mastropaolo, 7, 50 ; Genaro, 7, 50 ; Natino, 37, 50 ; Basile, 1, 50 ; Domenico, 0, 75 ; Jacques, 11, 5 ; Peschel, 1, 80 ; Daniel, 12 ; X, 8 ; Robert, 4 ; Charles, 10 ; Michel, 3 ; Ernest, 5 ; François, 10 ; X, 2,90 ; Serge II, 2 ; Anonyme, 1 ; Trois, 5 ; André, 10 ; 5 ; Serge, 5 ; Alice, 10 ; X, 1 ; Génie, 10 ; X, 1, 50 ; Bruno, 10 ; Piero, 20 ; Lucas, 10 ; Cecchino, 10 ; Nino, 10 ; Rico, 10 ; Lastérade, 10 ; Maurice, 15.

Total liste n° 7 = 350,95 F

Total précédent = 4.493,84 F

Total général = 4.844,79 F

Ce que fut en réalité le Front Populaire

L'ANTIFASCISME

L'Internationale Communiste, avons-nous écrit précédemment (voir "Le Prolétaire", Nos 13 et 14) avait commis une grande faute de tactique en proposant le front unique aux partis de la Seconde Internationale. Ce front estompait les divergences fondamentales entre les communistes et les sociaux-démocrates ; il encourageait l'opportunisme des dirigeants centristes venus à l'Internationale Communiste, non par conviction révolutionnaire, mais par calcul. Dans les congrès de l'Internationale, notre courant, qui dirigeait alors le Parti communiste d'Italie, avait lancé de sévères avertissements : si la lutte révolutionnaire reflue, cette tactique de front unique sera fatale au prolétariat ; la retraite deviendra déroute, les partis communistes pourriront de l'intérieur. Et c'est ce qu'il advint effectivement après l'échec définitif de la révolution allemande, lorsque le stalinisme triompha dans l'Internationale. Cette phase dramatique marquée, en Russie par le massacre ou la déportation des meilleurs bolcheviks, et dans les partis communistes d'Europe occidentale par l'élimination de tous les éléments révolutionnaires, changea le visage du mouvement communiste.

Le front unique englobait les opportunistes de la social-démocratie mais ne comportait aucune réconciliation formelle du programme révolutionnaire du communisme. Par contre, le front populaire qui lui succéda quelque dix années plus tard, élargissait la coalition jusqu'aux radicaux bourgeois et ne visait plus à détruire l'Etat capitaliste mais à le conserver sous couvert de "défense de la démocratie". En dépit de leur succession logique, ces deux étapes sont séparées par un tournant historique capital, celui de l'antifascisme dont l'examen nous conduit ainsi au cœur même de notre sujet.

**

A l'encontre de la majorité de l'Internationale Communiste qui voyait dans le fascisme une sorte de retour en arrière monstrueux ou bien encore un phénomène propre à certains pays seulement, nous le considérons comme la forme la plus achevée du capitalisme moderne. Contre toute la III^e Internationale qui pensait qu'un front antifasciste avec tous les démocrates bourgeois pourrait à la fois sauver la démocratie parlementaire et les chances révolutionnaires du prolétariat, nous affirmions qu'il était vain de prétendre stopper l'évolution politique de la société bourgeoise à son stade constitutionnel et que, de toutes façons, le seul fait de lutter pour la défense du Parlement au coude à coude avec les petits bourgeois libéraux ne pouvait que détourner complètement le prolétariat de ses buts révolutionnaires.

On ne peut nier que l'histoire ait apporté une confirmation écrasante à nos prévisions. Que les classes moyennes soient promptes à abandonner leurs beaux principes démocratiques devant la montée du fascisme, les événements de 1933 en Allemagne le prouvent surabondamment : c'est grâce aux voix des petits bourgeois qu'Hitler a pu prendre le pouvoir légalement. Que le contenu économique et social du fascisme se soit finalement imposé partout, malgré la victoire du « camp démocratique » dans la guerre de 1939-45, l'évolution de la structure politique moderne nous le confirme amplement, avec son enrégimentement des citoyens, son mépris des « garanties démocratiques », son contrôle étatique, son intégration syndicale, sa dépolitisation des masses sous les coups des bruyantes propagandes télévisées. Même la France, fille aînée de la Démocratie, bien qu'elle n'ait jamais eu à craindre la bourrasque révolutionnaire qui ébranla les autres pays d'Europe, en est venue, tar-

divement mais sûrement, à ce système de « pouvoir personnel » et de « parlement-croupion » qui ne diffère du fascisme que parce qu'il a triomphé sans effusion de sang et dans une situation où la classe ouvrière était rendue amorphe par les tournants et les capitulations successifs de ses chefs. Si l'avènement de la société fasciste n'a pas été uniforme et simultané c'est d'abord parce qu'il s'est imposé en premier lieu dans les pays où la menace révolutionnaire subsistait, même après l'écrasement de la révolution ; c'est ensuite parce qu'il lui a fallu, pour s'instaurer partout, la seconde guerre mondiale.

Chaque conflit mondial a accéléré le processus d'évolution totalitaire du capitalisme. Chaque guerre a renforcé l'arbitraire policier et le piétinement des normes démocratiques ; ce qui fut vrai pour le premier carnage impérialiste, le fut pour le second, comme il le fut plus encore, et plus près de nous, pour la guerre d'Algérie.

**

En voulant combattre le fascisme sur le terrain de la défense de la démocratie et sur la base d'une coalition avec les partis opportunistes et petits-bourgeois, l'I.C. committ trois erreurs capitales. Une erreur d'appréciation d'abord : là où Moscou croyait voir un retour en arrière il y avait au contraire l'avenir, le dernier mot du capitalisme qui, dans sa phase sénile, tend de plus en plus à transposer sur le plan politique et social le contenu totalitaire qu'il a déjà réalisé sur le plan économique. Une erreur de tactique ensuite : les classes moyennes, qui ont depuis longtemps cessé d'être des classes combattives, ne peuvent que décourager et démoraliser le prolétariat. La violence qu'elles refusent à la lutte des classes opprimées, elles en sont incapables, même pour défendre leurs propres intérêts. Enfin une erreur de principe : en se ralliant à la défense de la démocratie, l'I.C. ne pouvait prétendre revenir plus tard à la lutte révolutionnaire pour la destruction de cette même démocratie et, en fait, elle n'y revint jamais.

Ce n'est pas dans l'immédiat, mais vingt, trente, quarante ans après que de telles erreurs se paient. Au cours des années trente, il semblait logique à beaucoup que le parti du prolétariat, face à un péril que certains croyaient sans précédent, s'alliât avec les forces sociales et les partis également menacés par le fascisme. En présence de la ruine des institutions démocratiques que les P.C. voulaient utiliser, on trouva normal qu'il mit une sourdine à ses principes intransigeants. On pensa qu'avant tout il fallait sauver le cadre juridique et social apparemment le plus propice à l'agitation de classe. Et pourtant, en agissant ainsi, non seulement on se méprit sur la nature réelle du danger fasciste, mais encore on perdit jusqu'à la notion des buts spécifiques du prolétariat. Contre le fascisme, les communistes de l'époque entendaient « sauver la démocratie », non pas comme régime politique idéal, mais parce qu'ils pensaient que la république parlementaire leur laisserait plus de facilités pour mener leur combat anti-capitaliste. Mais cette démocratie s'impose aujourd'hui à leurs successeurs comme but ultime, comme fin en soi. De plus, alors que la démocratie parlementaire a perdu tout contenu, l'ironie de l'histoire veut que les démocrates attardés, au premier rang desquels se range le P.C.F., revendiquent eux aussi les conceptions que le fascisme, en son temps, avait introduites : la grandeur nationale, le culte de la production, le goût de l'Etat fort et stable.

A l'offensive fasciste, à l'intervention violente et illégale des

commandos en chemises noires ou brunes, il ne pouvait en réalité y avoir qu'une seule riposte : celle de la violence prolétarienne, tout aussi illégale. C'était la seule chance, sinon d'abattre immédiatement des forces politiques qui devaient s'avérer plus vulnérables, en définitive, que celles de l'hypocrite constitutionnalisme des « démocraties », du moins de pouvoir reprendre l'offensive ouvrière dans les périodes tourmentées qui devaient suivre, et d'éviter cet abîme d'impuissance et de division qui est aujourd'hui le lot des classes exploitées. Les « réalistes » de l'opportunisme crurent faire l'économie des pertes, des souffrances et de la répression que comporte la lutte de classe ; ils ont condamné le prolétariat et l'humanité à subir la seconde guerre mondiale et à voir « prospérer » un capitalisme qui ne se survit qu'au prix d'un bain de sang quotidien.

**

Au demeurant, ce qui n'était encore qu'une erreur pour le parti international du prolétariat était déjà un calcul pour les forces sociales occultes qui le manœuvraient. Depuis l'avènement de Staline, l'I.C. n'obéissait plus aux intérêts généraux de la classe ouvrière, elle épousait les buts et les ambitions nationales russes. Les mobiles crapuleux que les hommes de Pékin dénoncent aujourd'hui chez leurs compères russes ont commencé à se dessiner en réalité il y a plus de trente ans ; et c'est la seconde guerre mondiale qui devait en précipiter l'affirmation. Du moment où la pression du prolétariat était détournée par Moscou dans les voies constitutionnelles, du moment où la Russie cessait d'être le bastion avancé de la révolution pour devenir un Etat national ceuvrant à la défense de ses intérêts, de sa production, de sa sécurité, l'antagonisme fondamental de la société bourgeoise entre prolétariat et bourgeoisie devait obligatoirement céder le pas aux antagonismes inter-impérialistes. Dans les pays vaincus, en particulier, la bourgeoisie ne pouvait manquer, à un moment ou à un autre, de tenter de briser par la force le cercle d'asphyxie économique dans lequel l'incohérente paix de Versailles les avait enfermés. La guerre était dès lors prévisible, fatale ; la guerre était là. Impossible tant que l'Internationale Communiste était la pointe avancée du prolétariat révolutionnaire, elle devenait imminente dès lors que l'U.R.S.S., rangée sous la bannière du « socialisme dans un seul pays », ne se préoccupait plus que de choisir le meilleur camp dans le conflit qui mûrissait. Toutefois, pour que le second conflit impérialiste éclatât, il fallait encore obtenir l'adhésion du prolétariat. Ce fut l'œuvre de l'antifascisme.

Dans notre précédent article, nous avons quitté l'U.R.S.S. et l'I.C. au moment précis où les forces nationales de l'économie russe, agissant par l'intermédiaire de Staline et de ses complices, avaient réussi à liquider la perspective internationaliste de Lénine pour procéder à la construction, non pas du socialisme, mais du capitalisme russe. Au même instant, l'I.C. se débarrassait de toute opposition de gauche (trotskyste et non-trotskyste) et s'alignait sur la formule célèbre de Boukharine : « Agir partout et toujours au mieux des intérêts de la diplomatie russe ».

A partir de 1929, la politique des P. C. s'aligne en bloc sur ce seul but. Dans les pays dont le gouvernement manifeste quelque velléité d'entente avec l'U.R.S.S., les communistes mettront en veilleuse leur agitation sociale, même si cela doit briser les reins à de vastes mouvements revendicatifs. Dans les autres, ils déclencheront au contraire des offensives inconsidérées, même si cela doit décimer

l'avant-garde ouvrière et ruiner les effectifs du parti.

**

Selon l'histoire officielle du P.C.F., il aurait lutté dès le premier jour contre le fascisme. Rien n'est plus inexact. Il n'y a pas eu en réalité de lutte prolétarienne sous le drapeau de l'antifascisme. L'antifascisme fut diplomatie et guerre entre les Etats, patriotisme et union sacrée, mais jamais lutte de classe. S'il est bien vrai qu'en Italie, en 1922, les ouvriers se défendirent usine par usine, cité par cité, contre les commandos fascistes appuyés par la police, l'armée et même la marine de l'Etat bourgeois, cette lutte se déroula sous le drapeau de la révolution et du communisme et non sous celui de la défense du constitutionnalisme et du parlement. Mais en Allemagne, dix ans plus tard, alors qu'il eut fallu opposer aux chemises brunes la grève générale, seule arme de classe du prolétariat, le P.C. allemand présenta son leader Thaelmann aux élections pour la présidence du Reich. Il renonçait ainsi à la riposte armée et interînait par avance le choix démocratique des petits bourgeois fascistes qui donnèrent naturellement le pouvoir à Hidenburg et Hitler.

Non il n'y a pas eu, tout au long de l'antifascisme, de pages héroïques écrites au nom de la révolution prolétarienne et du communisme. D'héroïsme, l'antifascisme en eut à revendre, avec ses fusillés, ses maquisards, ses déportés, sa chair à canon jetée aux abattoirs du Pacifique, de Stalingrad ou de Normandie, mais ce fut un héroïsme national, patriotique... un héroïsme bourgeois, même si c'était surtout des ouvriers qui tombaient. La seule chronique suffit d'ailleurs à faire justice d'un soldisant antifascisme communiste et prolétarien. Hitler prit le pouvoir en 1933, mais l'Etat russe, l'Etat qui arborait encore le drapeau de Lénine et des bolcheviks, conserva à son égard la diplomatie bienveillante qu'il avait témoignée à la défunte République de Weimar. Moscou trouva même son compte à la réorganisation politique et à la centralisation économique entreprises par le nouveau Reich : le système nazi, en contrôlant étroitement la haute banque, accéléra le règlement des dettes contractées envers la Russie par l'industrie allemande et dont le paiement restait jusque-là en souffrance. Pendant que les P.C. de tous les pays hurlaient de colère contre le fascisme hitlérien, leur « maison-mère » de Moscou continuait les « bons rapports » avec les reîtres qui fusillaient les communistes allemands.

C'est seulement en 1935 que la politique russe à l'égard du Reich changea ; et ce ne fut pas pour des motifs idéologiques et sociaux, mais pour des raisons de pure et simple diplomatie nationale. Entre temps, l'U.R.S.S. avait été acceptée à la Société des Nations et les P.C. chantèrent comme une victoire cette entrée dans ce que Lénine appelait la caverne de brigands de l'impérialisme. A Genève, Allemands et Russes mêlaient leurs voix contre Français, Anglais et Italiens. A la « sécurité collective » défendue par les pays vainqueurs, ils opposaient le « désarmement général » tout aussi mensonger. Tout comme aujourd'hui à l'O.N.U. la polémique autour de l'arrêt des expériences nucléaires, les bavardages de la S.D.N. ne servaient qu'à duper les masses et à masquer les sordides tractations d'Etat à Etat. Le « Pacte à Quatre », que Mussolini proposa à la France, l'Angleterre et l'Allemagne hitlérienne, eut pour effet d'isoler la Russie et de mettre un terme aux bons rapports entre Moscou et Berlin. C'est alors que la diplomatie russe songea à se rapprocher de la « grande démocratie française ». Le réactionnal-

re Laval, chef du gouvernement français, fut invité à Moscou, en mai 1935, pour y conclure un « traité d'assistance » entre les deux pays. Cet homme retors se souciait peu des clauses militaires d'un traité dont l'efficacité pratique était subordonnée à l'approbation des membres de la S.D.N. Ce qui, par contre, l'intéressait au plus haut point c'était la possibilité éventuelle, en traitant avec l'U.R.S.S., de faire cesser l'intense propagande antimilitariste des communistes français. Il réussit parfaitement dans ce calcul et le marchandage se traduisit par le plus sensationnel tournant jamais opéré par parti ouvrier. Au bas du protocole d'accord fut ajoutée sur sa demande cette phrase lourde de conséquence : « Monsieur Staline (sic) comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ». C'était une invitation directe à faire cesser les campagnes de l'Humanité et elle fut entendue. Alors que Thorez, le 15 mars 1935, déclarait encore à la Chambre : « Nous, nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre de défense de la démocratie contre le fascisme », l'année suivante, lors de l'occupation de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes, il fit un discours ultra-patriotique où il invoqua Valmy, le « soleil d'Austerlitz » et les « émigrés de Coblenz ».

C'est là le véritable acte de naissance du parti communiste français actuel, patriote, chauvin et jacobin. Ce parti compte encore aujourd'hui quelques hommes parmi ceux qui, en 1923, lors de l'affaire de la Ruhr, appelèrent les prolétaires français habillés en soldats à fraterniser avec les ouvriers allemands. Mais de cet internationalisme authentique, il ne reste plus rien, pas même le souvenir. Après s'être converti au patriotisme, il restait encore au P.C.F. à se rallier à la démocratie et à « l'intérêt national ». Il le fit au cours de la période qui fera l'objet de notre prochain article : le « grand soleil de juin 36 » consacrera, avec le Front Populaire, l'intégration sans retour de ce parti dans le camp des défenseurs des grandes valeurs bourgeoises, dans le camp de la conservation sociale qu'il n'a plus quitté depuis.

(A suivre)

Le numéro 29, octobre-décembre 1964, de la revue théorique de notre Parti

PROGRAMME COMMUNISTE

est paru. Au sommaire :

- Un siècle après... (La Première Internationale).
- Les leçons de la polémique russo-chinoise (II).
- Textes du marxisme révolutionnaire : III. Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Histoire de la Gauche communiste.
- A propos d'une brochure sur "La naissance du parti communiste français".

Le numéro : 2,50 F (Belgique 35 FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.

PERLES DE "L'ANTICOLONIALISME" RUSSE

Où est la vérité dans la "Pravda" ? On pourrait se le demander en comparant les deux articles ci-dessous, parus respectivement dans les numéros du 20 et du 27 octobre :

« D'après des estimations modestes, les investissements français au Sud-Vietnam dépassent 500 millions de dollars. Aux mains des Français se trouvent 80 pour cent des plantations, plus de 50 % de la production industrielle, environ 60 pour cent du capital bancaire. Le Sud-Vietnam dirige jusqu'à 40 % de ses exportations vers la France et les pays qui dépendent d'elle. Si l'on considère en outre que les intérêts du capital français sont, dans beaucoup de domaines, étroitement liés à ceux du capital indigène, les positions économiques de la France paraissent encore plus importantes. S'EFFORÇANT DE METTRE LES BATONS DANS LES ROUES A SON RIVAL AMERICAIN, LE CAPITAL MONOPOLISTE FRANÇAIS ESSAIE A TOUT PRIX DE SE RENFORCER AU SUD-VIETNAM. C'EST PRECISEMENT DANS CE BUT QUE PARIS UTILISE L'ETAT D'ESPRIT ANTI-AMERICAIN ET NEUTRALISTE A SAIGON ».

(I. Chtchédov, correspondant de la "Pravda" à Hanoï).

« Le développement d'une

collaboration si active dans le domaine politique est facilité par le rapprochement des positions des deux Etats (l'U.R.S.S. et la France) sur une série d'importants problèmes de l'actualité. La France, comme l'U.R.S.S., a intérêt à ce que se stabilise la situation qui s'est créée en Europe après la défaite du fascisme et à ce que soit assurée une paix durable. Sous ce rapport, l'opinion publique soviétique a apprécié les déclarations du Président de la République française contre toute révision des frontières établies à l'issue de la seconde guerre mondiale. ELLE A ACCUEILLI AVEC SYMPATHIE L'INITIATIVE FRANÇAISE TENDANT A RETABLIR LA PAIX DANS LE SUD-EST ASIATIQUE ET A ASSURER LA NEUTRALITE DU SUD-VIETNAM QUI SOUFFRE ACTUELLEMENT DE L'INGERENCE AMERICAINE. Cette initiative prouve que la France a compris, d'une façon réaliste, l'impossibilité de résoudre les problèmes de cette région à l'aide des bombes et du napalm ».

(I. Joukov, Editorialiste de la "Pravda" à Moscou).

Entre le 20 et le 27 octobre, le "capital monopoliste français" a-t-il changé de nature au Sud-Vietnam pour justifier des interprétations si différentes de sa politique ? ou bien d'Hanoï le "neutralisme" apparaît-il sous un autre jour que des confortables bureaux de la "Pravda" à Moscou ?

Disons simplement que le 27 octobre, la "Pravda" pouvait donner un jugement plus "réfléchi" de la politique gaulliste en commémorant la victoire du "bloc des gauches" en 1924 et l'anniversaire de la reconnaissance de l'URSS par la France. Que représentent, en effet, les monopoles français dans l'Indochine et tout ce que l'on appelle le "néocolonialisme" à côté de la "collaboration si active" des impérialistes russes et français dans la seconde guerre mondiale, dans la défense de l'ordre bourgeois et de la "stabilité" en Europe ? Qui veut le plus, veut le moins !

Crétinisme constitutionnel

(Suite de la 1^{re} page)

expliquer la complicité de ces "socialistes" - là avec le capitalisme décadent et leur lâche reniement du marxisme révolutionnaire.

Les "communistes" du mouvement officiel ont suivi eux une évolution plus tortueuse. Du temps de Staline, ils rejetaient encore les objections "constitutionnelles" de leurs compères sociaux-démocrates à la dictature du parti communiste soviétique en invoquant la substance sociale du régime : à les en croire, il édifiait le communisme, et cela seul comptait. Ils continuaient donc à opposer le réalisme social du marxisme à l'idéalisme politique du démocratisme. Ce n'était pourtant qu'une apparence : incapables de démontrer la régression des rapports capitalistes de production dans la société soviétique, ils la déduisaient du fait... qu'en Russie la démocratie parlementaire n'était pas rétablie. Comme les révolutionnaires bourgeois avaient affirmé que la société ne pouvait être que conforme à la "nature" et à la "raison" quand l'Etat était fondé sur l'égalité et la liberté politique, eux affirmaient que la société ne pouvait que marcher vers le communisme quand l'Etat était dirigé par le parti du Grand Staline. Leur prétendu réalisme social n'était donc qu'un constitutionnalisme nouveau, un constitutionnalisme dans lequel le Parti (dépourvu de toutes les caractéristiques révolutionnaires de l'organisa-

tion léninienne) jouait le même rôle que toutes les abstractions sacrées du démocratisme bourgeois ordinaire. Mais d'un constitutionnalisme à un autre, la distance est si mince que nos khrouchtchevo - brejneviens d'aujourd'hui n'ont eu aucun mal à la franchir. C'est ainsi que M. Waldeck-Rochet pouvait déclarer solennellement devant le Comité central du P.C.F. le 8 novembre dernier : « Le P.C.F. a rejeté pour sa part la notion selon laquelle le parti unique serait une condition obligatoire du passage du capitalisme au socialisme ». Au temps de Lénine, le débat portait sur tout autre chose : la révolution politique était-elle, ou non, une condition obligatoire du passage du capitalisme au socialisme ? Et ceux qui répondaient non étaient honteusement exclus de l'Internationale prolétarienne.

Sous Staline, la condition obligatoire de la révolution avait déjà été reniée, mais les faux communistes staliniens le dissimulaient derrière des coquetteries constitutionnelles : le parti unique en lieu et place du multipartisme parlementaire. Maintenant, le temps n'est plus aux coquetteries ; maintenant pour le P.C.F. il s'agit de ne pas être liquidé en même temps que la croyance des masses au mythe du socialisme soviétique. Alors, vite, à plat ventre dans le crétinisme constitutionnel le plus classique aux côtés des premiers renégats du communisme et de la révolution !

Qu'est-ce que les révolutionnaires entendent par "dictature du prolétariat"

(Suite de la première page)

la lutte révolutionnaire, accepte le régime qui l'opprime économiquement, politiquement et moralement ou du moins s'y résigne, les antagonismes de classes subsistent et attendent pour éclater au grand jour la première crise économique ou politique grave que le développement capitaliste lui-même ne peut pas manquer de susciter.

Voilà la doctrine irréfutable sur laquelle repose la revendication politique maxima du communisme authentique : la dictature du prolétariat. Même si elle nous semble aujourd'hui fort lointaine, la révolution socialiste ne peut pas ne pas éclater à un moment donné de l'histoire, et c'est précisément ce moment que les communistes dignes de ce nom attendent et préparent, parce que seule elle peut marquer la fin de la barbarie et de la misère capitalistes. Or, comme le notait déjà avec force F. Engels, le compagnon de lutte de Karl Marx, la révolution est la chose la plus autoritaire qui soit, puisqu'alors « une partie de la société (ici la classe révolutionnaire), impose sa volonté à l'autre partie » (ici tout l'agrégat social qui vit de l'exploitation du prolétariat) « à coups de fusil et de canons, moyens autoritaires s'il en fut ». Repousser avec horreur une telle perspective, ce n'est pas seulement repousser le socialisme : c'est bannir lâchement le souvenir de tout ce qui s'est passé d'important dans l'histoire humaine, de tous les pas en avant sérieux que l'humanité a faits depuis qu'elle est organisée en société, car quelle révolution tant soit peu profonde a-t-elle jamais été "pacifique", à commencer par la Grande Révolution française ?

Ceci dit, il est possible d'éclaircir le sens de la grande formule de "Dictature du Prolétariat" que deux ou trois générations d'opportunistes lâches et bornés, d'idéologues, de parlementaires à la parole aussi vide que fleurie, de chefs syndicaux timorés et à l'horizon étroit sont malheureusement parvenus à discréditer jusque parmi les prolétaires. Elle signifie une chose bien simple, elle exprime une nécessité bien évidente : le prolétariat ne peut ni ne doit lutter toujours de façon plus ou moins dispersée, ni surtout de façon plus ou moins défensive. A un moment donné de sa lutte, il lui faut prendre l'initiative, toute l'initiative dans ses mains, concentrer tous ses coups contre l'adversaire. Or qu'est-ce que cela, sinon conquérir le pouvoir ? : toute lutte sociale radicale est nécessairement aussi une lutte politique. Un tel pouvoir ne peut viser qu'à une seule chose : détruire progressivement le capitalisme afin qu'une économie, une société nouvelles puissent progressivement surgir sur les ruines de la vieille économie d'exploitation, de la vieille et ignoble société de classes. Un tel pouvoir ne peut donc qu'être révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il ne peut reconnaître aucune limite constitutionnelle, légale, morale, aux mesures qu'il prendra pour empêcher la contre-révolution, pour prévenir toute tentative de restauration. Un tel pouvoir révolutionnaire est nécessairement une dictature, non seulement en fait (comme l'est tout pouvoir bourgeois, même hypocritement "démocratique" et "libéral"), mais aussi, en principe, comme tous les gouverne-

ments révolutionnaires de l'histoire l'ont été.

Le petit bourgeois timoré, nanti, heureux, qui méprise et hait le prolétariat révolutionnaire et le socialisme, voit rouge à l'évocation d'une pareille dictature : exploitant de bonne ou mauvaise foi des répugnances compréhensibles chez l'homme "civilisé" d'aujourd'hui pendant le dernier demi-siècle surtout le capitalisme a gratifié d'horreurs de toutes sortes, il hurle que la "dictature", c'est le massacre, le sang versé, les arbitraires de toutes sortes, et, malheureusement le prolétaire occidental abusé par la contre-révolution stalinienne qui s'est parée du drapeau volé du communisme, n'a que trop tendance à le croire. En réalité, la dictature révolutionnaire n'entraîne avec elle, ou mieux n'implique qu'une seule chose : l'exercice du pouvoir sans limitation d'aucune loi, non parce que nous le voulons, mais parce que la réalité de la lutte des classes le veut, comme toutes les révolutions l'ont prouvé. Par contre, c'est un mensonge éhonté, une spéculation sans scrupules sur les meilleurs sentiments que de prétendre que dictature révolutionnaire signifie nécessairement "flots de sang" et "horribles massacres". Plus le mouvement révolutionnaire sera compact, plus le pouvoir révolutionnaire qu'il instaurera aura de force et d'unité, moins l'emploi de la violence ouverte sera nécessaire : sa seule existence inspirera alors aux contre-révolutionnaires de tous poils une terreur suffisante pour qu'ils n'osent rien tenter contre lui. Ce sont les révolutions qui n'ont ni la tête claire, ni de volonté unique qui sont particulièrement sanglantes. Ce sont surtout les révolutions qui ne savent pas remporter la victoire. L'argument se retourne donc contre ceux qui en usent le plus souvent de mauvaise foi, car s'ils redoutent comme la peste le pouvoir communiste capable de réduire à merci les forces du Capital, les "flots de sang" et les "massacres" des guerres impérialistes ne sont pour eux que prétextes à commémorations patriotiques et à exaltations chauvines.

Les communistes authentiques n'ont pas peur des mots parce qu'ils n'ont pas peur des réalités : SI le pouvoir révolutionnaire devait manquer de décision, SI le prolétariat de l'époque n'avait pas le courage de le

soutenir même dans les moments les plus difficiles, alors oui, les forces du Capital relèveraient la tête, la petite bourgeoisie saboterait hypocritement tout effort de transformation sociale et alors, oui, la révolution coûterait très cher à l'humanité. Nous ne pouvons savoir aujourd'hui quels seront les rapports de force de classes dans la révolution future et c'est pourquoi nul révolutionnaire sérieux ne peut mesurer à l'avance quelle quantité de violence ouverte elle devra dépenser, et ceci d'autant moins qu'on ne peut la considérer dans le cadre d'une seule nation (où la victoire peut être rapide, étant donnée l'importance numérique du prolétariat contemporain), mais à l'échelle internationale. Ce que nous savons, par contre, c'est que la révolution viendra et qu'elle doit vaincre à tout prix si l'humanité doit sortir enfin du cycle infernal de l'exploitation, des crises et des guerres capitalistes. Ce que nous savons, c'est que c'est en imposant sa loi de la façon la plus implacable que le pouvoir révolutionnaire pourra réduire au minimum l'emploi de la violence ouverte. Ce que nous savons enfin (et à quoi tout prolétaire sérieux doit réfléchir), c'est que le révolutionnaire qui prétendrait subordonner la révolution à des lois constitutionnelles ou morales qu'aucune classe de l'histoire n'a jamais respectées quand son existence était en jeu serait non seulement imbécile, mais criminel. Car de quoi s'agit-il finalement, si ce n'est de libérer des millions de prolétaires de l'esclavage salarié et toute l'humanité du cycle sanglant des guerres impérialistes ? Pour une si grande révolution, on ne saurait se passer de l'arme de la dictature, mais tel est aussi le tribut qu'il faudra une dernière fois payer à la force et à la violence, lois de la société divisée en classes, afin que puisse naître la société fraternelle pour laquelle force et violence ne seront plus que les souvenirs barbares de temps révolus.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 29794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

REUNIONS PUBLIQUES

- A PARIS :
le 11 décembre, à 21 heures
Salle Lancry, 10, rue Lancry (10^e)
SI TU VEUX LA PAIX
PREPARE LA GUERRE DE CLASSE
- A MARSEILLE :
le 10 décembre, à 18 h. 30
arrière-salle du Bar "L'Artistic"
Cours Joseph-Thierry
MYTHE DE LA PLANIFICATION,
REALITE DE LA CRISE
- A AIX-EN-PROVENCE :
le 16 décembre, à 21 heures
Salle de la Mutualité, rue Espariat
QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?
- A TOULON :
le 19 décembre
arrière-salle du bar "Au Bon Pernod"
10, place Bidouré - Pont-du-Las
LA CRISE DU MOUVEMENT
OUVRIER INTERNATIONAL
Lecteurs et sympathisants sont cordialement invités